

Réunion du groupe pays Amérique Centrale

Vendredi 22 juin 2007 de 10h00 à 16h00

Cités Unies France

9, rue Christiani

75018 Paris

Rappel de l'ordre du jour

- Accueil par Marie Pierre Rouger, présidente du groupe Amérique Centrale.
- Point sur la situation au Salvador par M. Ricardo Cisneros, Ministre Conseiller, Ambassade d'El Salvador
- Information sur le retour de mission d'une délégation de la ville de Bouguenais au Nicaragua.
- 1er forum des collectivités locales UE/ALC sur la cohésion sociale 29 et 30 novembre à Paris.
- Les actions envisagées du groupe Amérique Centrale en 2008

Point sur la situation au Salvador par M. Ricardo Cisneros

La notion de coopération décentralisée reste difficile à cerner pour l'Amérique centrale. Il y a donc une nécessité d'être informé. La participation aux réunions de Cités Unies France, notamment celles du « groupe pays Amérique Centrale » permet de mieux connaître l'action des collectivités territoriales françaises dans cette région.

Présentation d'El Salvador : El Salvador se trouve dans un processus d'intégration latino-américaine.

Stabilité économique et population jeune :

La population d'El Salvador est de 6,8 millions d'habitants, presque 1/3 de la population (environ 2 millions) vit à l'extérieur du pays dont la majorité aux USA. L'envoi d'argent provenant de l'étranger (las remesas) est important car il représente jusqu'à 3% du PIB.

Population jeune : 70% moins de 34 ans

Au niveau politique, le gouvernement cherche à atteindre les Objectifs du Millénaire de l'ONU pour 2015.

Dollarisation de l'économie en 2001, le dollar est devenu la monnaie officielle d'El Salvador.

Principaux projets :

-Plan Puebla/Panama, projet d'infrastructure régionale du Mexique jusqu'au Panama

-Essai de joindre la côte Atlantique pour le commerce par la construction d'une route

-Projet d'un canal sec : à long terme, ce projet ne semble pas rentable, mais à court terme, il pourrait être une ressource pour l'Amérique centrale



Des négociations pour un traité de libre-échange avec l'Union Européenne commenceront dans les prochains mois.

Stabilité politique :

Aujourd'hui : 15 ans de paix et les élections sont démocratiques. Il existe une bipolarité et une alternance politique (ARENA / FMLN) .Au niveau législatif et municipal, cette alternance existe, mais au niveau de l'Etat, l'ARENA (droite) a gagné les quatre dernières élections. En 2009 auront lieu les élections présidentielles, législatives et municipales.

Le mandat présidentiel est de 5 ans ; les députés sont élus pour 3 ans.

Le pays est divisé en 4 zones, et en 14 départements, avec un gouverneur à leur tête. On compte 262 municipalités.

La mairie de San Salvador est dirigée par un maire du FMLN.

Coopération décentralisée :

- Il existe différentes définitions selon les pays (France, Espagne, Italie..)
- La coopération décentralisée est très peu connue à El Salvador
- Manque d'information dans les projets entrepris et sur la coopération décentralisée
- Priorité de l'Aide officielle au développement aux pays les moins avancés (PMA).

Il existe plus de 50 jumelages de villes espagnoles avec El Salvador. En France, seul le Conseil Général du Val de Marne est présent dans deux régions du pays. En Italie, autour de Milan, il existe une forte communauté salvadorienne et il y eut un projet qui a permis la construction d'un centre de formation pour aider les personnes âgées. Une fois formée, la population allait en Italie mettre en pratique leurs compétences pendant 2 ans puis retournaient à El Salvador.

Débat avec les participants

Il existe également un projet de relier par la route les côtes Pacifique et Atlantique. Celui -ci semblable au projet du Nicaragua qui serait financé par le Venezuela (axe routier concurrent avec celui du Salvador)

Au Salvador, la déconcentration et la décentralisation sont très importantes dans le débat. L'Etat est très centralisé. Le transfert des compétences aux communes s'est fait par la force des choses (pas de compétences transférées en matière de budget).

Dans les faits, il y a la possibilité d'agir dans un champ très large. L'aménagement du territoire fait partie des compétences de l'Etat mais aussi de celles de la municipalité. Au Nicaragua, la situation est identique . On remarque qu'il y a décentralisation dans une partie du domaine des



transports, mais ceci sans que les municipalités n'aient reçu les moyens financiers nécessaires pour y faire face.

La coopération espagnole cherche à renforcer les capacités institutionnelles des municipalités.

Tout le développement d'El Salvador était basé sur le café. La guerre et la chute du marché du café ont véritablement détruit le pays.

Dans les années 90, l'économie redémarre sur de nouvelles bases. Cependant il existe des difficultés :

- Difficultés pour développer le commerce à l'international (pas d'industrie, pas de matière première...).
- Difficultés à s'introduire dans le marché car c'est un petit pays et ses capacités de production sont limitées. Il est intéressé par les niches de marché.
- Difficultés dans le commerce équitable
- Nécessité de donner une valeur économique aux territoires ruraux qui n'en ont pas pour le moment (tourisme-social-économie). Si on donne une valeur économique aux territoires ruraux, les territoires et l'environnement sont protégés. La coopération dans l'aménagement du territoire s'impose.

Il serait intéressant de développer le concept de gîte de France en El Salvador, mais aussi de développer l'artisanat avec une forte valeur ajoutée.

Retour de mission de la délégation de la ville de Bouguenais au Nicaragua .

Une délégation de 9 personnes (élus, citoyens, service du jumelage) se sont rendus à El Tuma la Dalia, ville du Nicaragua située dans une zone montagneuse, qui connaît une grande expansion démographique depuis 2003, mais aussi des problèmes de chômage.

La ville de Bouguenais s'est engagée dans une coopération avec la ville El Tuma la Dalia avec une action prioritaire dans le domaine de l'éducation et des droits de l'enfant, notamment en secteur rural avec la collaboration des parents, enfants et enseignants. La ville soutient également les actions de l'association CESESMA (Centre de Services Educatifs pour la Santé et l'Environnement).

Le but est de créer un centre de formation ouvert aux villageois et générateur de revenus. Des potagers familiaux ont été créés et il y eut une promotion de l'agriculture biologique.

Le mandat présidentiel précédent avait autorisé la municipalisation de l'Education (autonomie dans l'élaboration des programmes scolaires). En 2006, lors de l'accès au pouvoir du Front Sandiniste, cette réforme a été supprimée. Les 9 municipalités (dont El Tuma de la Dalia) qui s'étaient engagées dans ce processus ont demandé au gouvernement la poursuite de leurs actions, ce qui leur a été accordé.

75% des enseignants de Tuma de la Dalia sont empiriques. La Municipalité a mis en place un centre de formation (Ecole Normale) qui leurs délivre un vrai diplôme de professeur des écoles. L'implication et le soutien des parents d'élèves a permis une vraie représentation de la société civile.



La ville de Bouguenais accompagne la ville du Nicaragua dans son action en faveur de l'Education. Cependant il n'y pas d'implication des écoles de Bouguenais.

Si vous souhaitez avoir plus d'information sur la situation de l'éducation au Nicaragua, notamment les lignes stratégiques du nouveau gouvernement, le « Plan Estrategico Ministerio de Educacion 2008-2011 » est disponible auprès de Cités Unies France.

Un entretien, réalisé par le service Jumelage-Coopération de la ville de Bouguenais auprès de Madame Michèle D'Ospital du service culturel de l'Ambassade de France à Managua, sur la situation de l'éducation après les premiers mois de mise en place du nouveau gouvernement est également disponible auprès de Cités unies France.

La ville de Bouguenais s'était déjà engagée suite à l'ouragan Mitch, pour la reconstruction d'habitations. Ce projet reposait sur l'autoconstruction par les populations de leurs maisons avec l'appui technique d'un maçon. En 2003, 24 maisons avaient pu être construites. Aujourd'hui 88 maisons de plus ont pu être édifiées. A côté des habitations, une école, moulin ainsi qu'un espace de jeux pour les enfants ont également vu le jour. Ces ouvrages traduisent la volonté de la population de s'impliquer dans ces projets.

Remarque : Apoyo Urbano avec le canton de Genève, vont tenter de grouper leurs efforts vers des coopérations déjà en place (coopération Suisse) avec la collaboration de l'Association des Municipalités du Nord au Nicaragua.

1^{er} Forum des Collectivités Locales UE/ALC les 29 et 30 novembre 2007 à Paris

- **1^o Forum des collectivités locales UE / Amérique Latine Caraïbes** sur la cohésion sociale se tiendra le 29 novembre au Sénat et le 30 novembre à l'Hôtel de Ville de Paris.

Sont invités 70 élus latino américains et 70 élus européens.

La France, l'Espagne et l'Italie assurent la promotion de cette initiative dont l'objectif est de mettre en avant des expériences innovantes en termes de coopération décentralisée. Il s'agit dans le même temps d'inscrire les politiques publiques locales de cohésion sociale et les politiques de la ville dans le cadre général des sommets UE-Amérique Latine et Caraïbes.

Pour plus d'information contacter : Felicia Medina <f.medina@cites-uneis-france.org>

Les actions du groupe Amérique Centrale envisagées pour 2008

Il s'agit de présenter une proposition de travail conjointe entre le groupe Amérique Centrale de CUF, et deux associations françaises : Apoyo Urbano et L'Observatoire pour le Changement en Amérique Latine (LOCAL), cette dernière fait partie de l'IHEAL. Ces deux associations interviennent en Amérique Centrale, apportant un appui technique aux collectivités territoriales



depuis quelques années par le biais de la coopération bilatérale. Il s'agit donc de créer des synergies entre ces trois acteurs français de la coopération décentralisée.

Apoyo Urbano et LOCAL ont été invités plusieurs fois aux réunions du groupe Amérique Centrale. Apoyo Urbano intervient en Amérique centrale dans le domaine de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire (planification et projets territoriaux de diverse nature), et LOCAL dans le domaine de la formation aux fonctionnaires territoriaux et sur celui de l'intercommunalité.

Apoyo Urbano a présenté les actions autour desquelles les 3 acteurs (CUF, LOCAL et Apoyo Urbano) pourront travailler conjointement afin de sensibiliser les collectivités territoriales françaises pour s'impliquer en Amérique Centrale.

La campagne de sensibilisation des collectivités locales françaises à la coopération en Amérique centrale s'organise autour de 3 grands axes-projets :

- enquête exploratoire en Rhône-Alpes et en Ile de France afin de comprendre la position des collectivités par rapport à une coopération avec l'Amérique Centrale.

Les premiers résultats de cette enquête sont présentés ci dessous.

- Proposition d'un séminaire régional de sensibilisation et de développement de la coopération en Amérique Centrale sur les champs de l'intercommunalité, de l'aménagement du territoire et de la coopération décentralisée.

Ci-joint le projet présenté au MAE, et pour lequel nous attendons les suggestions des membres du Groupe Amérique Centrale.

- Catalogue de projets /villes intéressantes et intéressées pour les villes centroaméricaines. Sensibiliser les collectivités territoriales françaises à la coopération décentralisée en Amérique Centrale, à travers l'envoi d'un catalogue de projets recensant les coopérations en cours, les projets innovants etc...

Silvia Rosales Montano, directrice d'Apoyo Urbano a présenté les résultats préliminaires de l'enquête réalisée dans la région Rhône-Alpes. Cette enquête s'est basée sur le recensement de la coopération décentralisée en Amérique latine élaboré par CUF en 2003.

Cette étude met en évidence plusieurs **difficultés** à la coopération avec l'Amérique latine :

1. méconnaissance du continent
2. faiblesse de la gestion des collectivités sud américaines
3. rôle des financements des zones prioritaires
4. éloignement / problème de communication, rôle de la langue.

Dans ce même document, le ministère propose quatre politiques de sensibilisation :

2. la création d'initiatives à l'identique- « territoires à enjeux »
3. la promotion des territoires en France
4. l'association de forces ONG / collectivités du pays bénéficiaires / Europe
5. les retours possibles –capitaliser avec le milieu universitaire.

Résultats préliminaires de l'enquête / entretiens en Rhône-Alpes:



En Rhône-Alpes, 250 communes ont été contactées pour répondre à l'enquête. Le retour est de 9%.

On remarque que les jumelages sont plus nombreux que les coopérations internationales.

La coopération la plus importante en Rhône-Alpes est celle du Conseil Régional avec le Brésil et l'Argentine (par le parc national du Vercors).

Plusieurs autres coopérations avec l'Amérique latine et centrale sont présentes, cependant leur nombre est limité :

Saint Priest > Pérou

Vaulx en Velin > Nicaragua

Saint Etienne > échanges universitaires

Eybens > Pérou

Gières > Pérou

Grenoble > Brésil

Lyon/ Grand Lyon > URB-AL (Mexique, El Salvador), Costa Rica, el Salvador

Annemasse > Guatemala

Conseil Général de Savoie et Haute Savoie > Argentine par le biais des pays de Savoie Solidaire

Les acteurs de Rhône-Alpes en Amérique latine : 16 pays sont concernés par la coopération et on dénombre 107 projets pour l'ensemble de l'Amérique latine, 57 projets en Amérique du Sud, 30 projets en Amérique centrale et 6 pour les Caraïbes. La majorité des projets concernent le Brésil, le Nicaragua, la Bolivie et le Pérou.

Très peu de collectivités s'appuient sur des ONG françaises qui connaissent déjà le terrain et préfèrent s'appuyer sur des ONG locales.

L'enquête a montré qu'aucune coopération n'était envisagée mais les projets ont suscité de l'intérêt. La francophonie et la proximité des pays sont deux éléments importants et les collectivités préfèrent approfondir les coopérations déjà existantes.

Les 5, 6 et 7 juillet se tiendra le forum de la coopération décentralisée à Buenos Aires en Argentine et seulement 2 représentants français y assisteront : Mr Joly, délégué à l'action extérieure des collectivités locales, et Mr Clavier de l'Observatoire des Changements de l'Amérique latine (LOCAL-IHEAL), ce qui témoigne de la faible implication des collectivités françaises en Amérique latine.

Cependant l'intercommunalité est en train d'émerger en Amérique latine. De plus, la région PACA met en place une nouvelle coopération avec le Mexique.

Le Nicaragua reste le pays de l'Amérique Centrale dans le lequel on dénombre le plus d'actions de coopération décentralisée.



Il y a beaucoup de demandes de la part de l'Amérique latine pour une coopération avec les collectivités locales françaises, mais ceci de manière univoque car on ne retrouve pas le même intérêt du côté français.

Apoyo Urbano a présenté les 3 grands axes dans lesquels ils souhaite œuvrer en Amérique centrale :

- Lobbying collectivités pour le Centre des Arts pour la Paix en cours / Plan Lumière
- Lobbying collectivités « tourisme, aménagement et valorisation des sites UNESCO et développement local » à venir
- Communication Centre des Arts pour la Paix / semaine de la solidarité internationale à Lyon : « Paix et développement », novembre 2007

En ce qui concerne le projet de Route des sites du Patrimoine mondial Mr Le Marec, du secrétariat d'Etat à la consommation et au tourisme, a informé qu'une mission commune Direction du tourisme - Centre du Patrimoine mondial avait été réalisée du 10 au 19 juin. Un premier travail va être effectué sur 4 sites expérimentaux ; des comités locaux vont être créés sur ces sites, réunissant tous les acteurs concernés (ministères, gestionnaires de site, municipalités, communautés locales) et répondant ainsi à une véritable attente.

Par ailleurs, un assistant technique tourisme, financé par le Ministère des Affaires étrangères et européennes, sera bientôt basé à San Salvador pour travailler sur l'ensemble des dossiers de coopération touristique concernant l'Amérique centrale.

Liste des participants

Marie-Christine DELACROIX, Collaboratrice Cabinet Conseil Général du Val de Marne

CISNEROS Ricardo, Ministre Conseiller, Ambassade d'El Salvador

CERUTTI Amandine Stagiaire, Apoyo Urbano

CLAVERIE Jean-François, Responsable de Coopération Local-IHEAL

DE MARCH Michel, Chargé de Mission, AFVP

Jacques LE MAREC, Chargé de mission Amériques, Mission des affaires internationales du secrétariat d'Etat à la Consommation et au Tourisme

Rachida MAHMOUDI Chargée d'études Conseil Général du Val-de-Marne

Félicia MEDINA Cités Unies France Pôle Amérique Latine

Patricia PASCO, Responsable du service Jumelage Coopération de la ville de Bouguenais

Janine PLANER, Adjointe de la vie sociale et de la coopération internationale de la ville de Bouguenais

ROSALE MONTANO Silvia, Directrice Apoyo Urbano



Marie Pierre ROUGER, Conseillère régionale de Bretagne, Conseillère municipale de Fougères,
Présidente du Groupe Amérique Centrale

SANGUINEDE Christine, Chargée de Coopération Bezons

Gilbert TOMADA, Directeur Général des services de Vaulx-en-Velin

TRYSTRAM Karine, Responsable de relations internationales, Conseil Général du Val-de-Marne

ZAROUDENEFF Serge, Conseiller municipal, Bouguenais

Excusés : Isabelle de BOISGELIN, MAE, Direction des Amériques et des Caraïbes, Jean-Paul
GROS, Chargé de Mission à l'ER&De (Energies Renouvelables et Développement Equitable)